

L'élection présidentielle en Argentine

Le candidat péroniste arrive largement en tête

LIRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry 5, rue des Italiens, Paris-IX° Directeur : Jacques Fauvet

0,80 F

Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,80 dir.; Tunisie, 80 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 12 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce, 12 dr.; Iran, 35 ris; Italie, 150 l.; Liban, 100 p.; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 8 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 55 cts; Yougoslavie, 6 din.

Tarif des abonnements page 39

C.C.P. PARIS N° 4207-23

TELEXPARI N° 65572

Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS

Tél.: PRO. (770) 91-29

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La majorité sortante est ramenée de 372 à 275 sièges

Des changements en politique étrangère?

Lorsqu'il s'agit des élections qui se déroulent chez l'un de leurs partenaires, les gouvernements étrangers sont en général fort conservateurs. Dans une époque où le dialogue a remplacé un peu partout la confrontation, le premier souhait des capitales est généralement de retrouver les interlocuteurs familiers, d'éviter les inconnues. A cet égard, les résultats du second tour des élections françaises comblent les vœux de la plupart : à Londres comme à Bonn, à Alger comme au Caire, à Madrid comme à Bruxelles, et sans doute aussi à Moscou, les premières réactions sont plutôt celles du soulagement.

Cela dit, les partenaires de la France ne peuvent pas ne pas se poser la question dont débattent en ce moment même les états-majors politiques parisiens. En quoi va consister l'« ouverture » que les leaders de la majorité ont promise plus ou moins ouvertement aux réformateurs? L'entrée éventuelle des amis de MM. Lecanuet et Servan-Schreiber dans la majorité n'implique-t-elle pas un inflexionnement de la politique extérieure? La défaite de M. Maurice Schumann n'annonce-t-elle pas la nomination d'un nouveau ministre des affaires étrangères plus centriste et donc plus européen?

La réponse à cette question pose au chef de l'Etat un problème qui n'est pas simple, mais il serait risqué de parler, en ce domaine comme dans d'autres, sur le maintien pur et simple du « statu quo ». Certes, le soutien des réformateurs n'est pas nécessaire à la majorité pour gouverner. Mais si l'ouverture à un sens, elle ne peut aller sans quelques

et voit son équilibre interne sensiblement modifié

- La gauche a obtenu plus de voix que l'U.R.P.
• Les réformateurs auront un groupe parlementaire

Comme chaque lundi, M. Pompidou s'est entretenu le 12 mars en fin de matinée avec le premier ministre. Cet entretien s'est prolongé par un déjeuner auquel étaient conviés MM. Giscard d'Estaing, Fontanet et Marcelin. Il s'agit maintenant de tirer les conséquences, notamment dans la composition et l'action de la future équipe gouvernementale, des résultats des élections législatives. Cette consultation s'est traduite par de profonds changements du personnel politique puisque cent soixante et un sièges ont changé de titulaire. La majorité conserve la majorité, mais, outre qu'elle s'est effritée, elle s'est renouvelée et s'est rééquilibrée au détriment de l'U.D.R. Cette formation reste dominante mais n'a plus la majorité absolue à elle seule. Elle est ramenée de 372 à 275 sièges. La gauche acquiert une représenta-

tion parlementaire plus importante, bien que la discipline du désistement n'ait pas joué à plein. Elle obtient toutefois plus de voix que l'Union des républicains de progrès. S'il n'obtient pas un grand nombre de sièges, le Mouvement réformateur en a suffisamment pour espérer constituer un groupe à l'Assemblée nationale.

La consultation s'est enfin caractérisée par une participation accrue par rapport au premier tour (81,80 % au lieu de 81,22 %).

Satisfaction dans la majorité, surtout chez les républicains indépendants, qui appellent à un rapprochement des centristes et des libéraux; volonté chez les réformateurs d'entreprendre « les réformes hardies » proposées par M. Pompidou; déception à gauche, chez les socialistes du moins. Telles sont les principales réactions enre-

gistrées dans la nuit de dimanche à lundi.

Les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. reprendront contact le jeudi 15 mars, mais aucune déclaration officielle n'est prévu à l'issue de cette rencontre.

• A L'ÉTRANGER, le maintien au pouvoir de la majorité sortante est accueilli avec un certain soulagement, mais l'on es-compte généralement, en se fondant sur l'apparition d'un groupe réformateur et sur les souhaits exprimés pendant la campagne, une politique européenne plus active de Paris. De nombreux messages de félicitations ont été adressés à M. Pierre Messmer. La satisfaction qu'inspire la « stabilité française » a été officiellement exprimée dans plusieurs capitales. L'échec personnel de M. Maurice Schumann, ministre des affaires étrangères, y a fait sensation.

LA RÉPARTITION DES ÉLUS

Table with columns: PARTIS OU TENDANCES, SORTANTS, ELUS (1er tour, 2e tour, TOTAL), GAINS OU PERTES, ASSEMBLEE ELUE EN JUIN 1968, ASSEMBLEE ELUE EN MARS 1967. Rows include P.C.F., P.S.U., U.G.S.D.-P.S., U.G.S.D.-Rad. gauche, Réformateurs, U.R.P.-U.D.R., U.R.P.-Rép. ind., U.R.P.-C.D.P., Divers.

Équité

D'OU vient que, contrairement à la bonne tradition, les partis ne se déclarent pas tous entièrement satisfaits? Aucun même ne l'est vraiment.

La gauche a doublé le nombre de ses sièges et accru notablement celui de ses voix. Mais elle n'a pas, et de fort loin, la majorité des sièges. Sans parler du mode de scrutin, un découpage plus honnête lui en aurait donné davantage; il n'aurait pas suffi à lui offrir la victoire.

La majorité reste la majorité. Mais ses trois composantes perdent nombre de sièges et la dominante près d'un sur trois. L'U.D.R. n'aura plus à elle seule la majorité à l'Assemblée nationale.

Les réformateurs sont à la fois les artisans et les victimes du succès de la majorité. De leurs deux objectifs, l'un est atteint de justesse; ils pourront constituer un groupe à eux. L'autre est manqué; ce groupe ne leur permettra guère de compter. Pour être le fléau de la balance, il fallait qu'ils privent la majorité de la majorité. En pesant d'un seul côté, ils ont garanti son succès, et leurs électeurs ont fait presque partout l'appoint en basculant vers la majorité.

Ainsi chacun peut être à la fois mécontent et satisfait. La discrétion de tous est à la mesure de leur déception.

J. F.

(Lire la suite page 4 1^{er} col.)

Handwritten numbers: 215, 691, 311, 178, 687

elle ne peut aller sans quelques concessions aux thèses européennes de M. Lecanuet : déjà, en 1969, l'ouverture vers les centristes avait été suivie de la levée du veto français à la candidature de la Grande-Bretagne.

De toute façon la diplomatie française était devenue plus passive depuis un an ; son « profil bas » contrastant avec la témérité des initiatives gaullistes, supprimait certains motifs de désaccord avec le centre. Ainsi, s'il est vrai que M. Lecanuet est plus favorable à Israël que M. Pompidou, le second s'est rapproché « objectivement » du premier en faisant savoir dans sa conférence de presse de janvier, sur un ton parfaitement désabusé, que la France n'avait aucune suggestion à faire pour un règlement au Proche-Orient. Et les liens tissés par la France avec certains pays arabes sont d'autre part si étroits qu'il paraît bien difficile de les remettre en question.

De même, la vieille querelle du gaullisme et du centre d'opposition sur l'atlantisme semble dépassée, dans la mesure où M. Pompidou est plus atlantique qu'il y a trois ans, M. Lecanuet un peu moins : non seulement, en effet, le leader réformateur ne demande pas le retour de la France dans l'OTAN, mais il semble se rendre compte aussi qu'il n'est plus possible, en 1973, de construire l'Europe, notamment sur le plan monétaire, sans résister, voire s'opposer, aux Etats-Unis.

Certes, s'il s'agit de concessions importantes à la supranationalité ou de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, M. Lecanuet ne doit pas trop attendre de M. Pompidou. Celui-ci n'est pas seul d'ailleurs au sein de la Communauté des Neuf à s'y opposer. En revanche, une initiative « politique » en matière européenne, portant par exemple sur une coordination institutionnelle des politiques étrangères, n'est pas à exclure. En effet, comme le montre une fois de plus la crise monétaire, les Neuf sont encore bien loin de faire preuve de la solidarité économique sur laquelle on a longtemps compté pour servir de locomotive à l'unification du vieux continent. Il faudra donc bien trouver autre chose.

- (1) Les radicaux de gauche sont : MM Berthouin, Billères, Paul Durafour, Robert Fabre, Maurice Faure, Gabas, Massot et Ver.
- (2) Les députés sortants réformateurs sont : MM. Abelin, Boudet, Briane, Durafour, Halbout, Ihuel, Lafon, Médecin, Péronnet, Pidjot, Rossi, Sanford, Schloesing, Servan-Schreiber et Stehlin.
- (3) Les députés C.D.P. sont : MM Achille-Fould, Barberot, Barrot, Bernard-Reymond, Beucier, Brugerolle, Bourdellès, Capelle, Cazenave, Cerneau, Claudius-Petit, Commenay, Dassié, Desanlis, Douzans, Fouchier, Hersant, Jouffroy, de Montesquiou, Ollivro, Pelzerat, Poudevigne, Rouxel, Sallenave, Richoux et Stasi.
- (4) Nous classons dans les « divers » douze ex-U.D.R. (MM. Chapalain, Charret, Fouchet, Frys, Hébert, Modiano, Nollou, David Rousset, Sibaud, Vallon, Vancaister et Jacques Vendroux) ; quatre P.D.M. ou apparentés

S'adressant au début du mois de février à ceux qui s'étaient rassemblés pour l'entendre à Lorient, M. François Mitterrand leur avait dit avec le sourire : « Le lundi, ils lancent les artichauts dans la cour des préfectures, le mardi c'est au tour des pommes de terre, le mercredi ils barrent les routes, le jeudi ils cassent les vitres, le vendredi ils bloquent l'avenue de l'Opéra et conspuent le ministre des finances, le samedi je ne sais pas ce qu'ils font, et le dimanche... ils votent pour le gouvernement... Ne riez pas, il n'y a pas que les Bretons qui fassent comme ça ! »

Ces propos mi-ironiques mi-amers

AU JOUR LE JOUR

Changement

Les voilà donc terminées ces élections législatives qui nous occupent depuis si longtemps, trop longtemps peut-être. Elles vont nous manquer, avec tout leur cortège de sondages, de prévisions, d'estimations et de fourchettes. On avait fini par s'y habituer.

La réalité, finalement, se révèle bien moins excitante que la futurologie. Contrairement aux habitudes en pareil cas, personne n'a de quoi paviser, mais tout le monde trouve son petit — tout petit — compte au résultat. Rien ne sera tout à fait pareil, et si quelque chose est change, ce ne sera pas grand-chose.

Il est vrai qu'on parle beaucoup de changement. Espérons qu'on ne se contentera pas de continuer à en parler pendant cinq ans encore.

ROBERT ESCARPIT.

du premier secrétaire du parti socialiste ne lui ont pas valu la vengeance de ceux devant lesquels ils étaient prononcés puisque la Bretagne est au nombre des régions où le parti socialiste progresse, gagnant un siège dans le Finistère, un dans le Morbihan, un dans les Côtes-du-Nord, et un en Loire-Atlantique. Mais il faut bien convenir qu'au lendemain du second tour des élections législatives ils n'apparaissent pas de

pourvus de bon sens. C'est un fait que la majorité, qui avait déjà montré sa capacité de résistance le 4 mars, s'est beaucoup mieux sortie que ne le pensaient nombre d'augures et de sondeurs d'une épreuve qui paraissait singulièrement grave compte tenu de toutes les aspirations à une « nouvelle société » qui s'étaient exprimées et de toutes les promesses que le pouvoir avait dû faire. C'est un fait que la France qui

s'était montrée conservatrice au premier tour a prouvé au second qu'elle n'était disposée à accepter ni le « chambardement » comme l'a dit M. Peyrefitte, secrétaire général de l'U.D.R., ni une aventure dont M. Pompidou avait prévenu, à deux reprises, qu'elle ne pourrait se solder, selon lui, que par la perte de toutes les libertés.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 4, 3^e col.)

S'AFFRANCHISSANT DE LEURS OBLIGATIONS VIS-A-VIS DU DOLLAR

La France, l'Allemagne et quatre autres pays de la C.E.E. décident de laisser ensemble « flotter » la monnaie américaine

Le deutschemark est réévalué de 3 %

Réunis en conseil à Bruxelles dimanche, les ministres de l'économie et des finances des pays de la C.E.E. se sont séparés lundi à 3 heures du matin, après avoir pris plusieurs importantes décisions qui constituent leur réponse à la crise ouverte par la seconde dévaluation du dollar et qui devrait être bien accueillie par les Etats-Unis.

Les pays de la C.E.E. dont les monnaies risquaient de faire l'objet d'une nouvelle demande spéculative sont convenus de s'affranchir de l'obligation de soutenir le cours du dollar tout en continuant de limiter entre elles les marges de

fluctuation autorisées. Il s'agit de la France, de la République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Union belgo-luxembourgeoise et du Danemark. D'autres pays, dont la Suède et l'Autriche — et peut-être l'Espagne, — pourraient s'agréger à l'ensemble monétaire européen ainsi formé. La Suisse, pour sa part, n'envisagerait qu'une association « de facto ».

Pour éviter que le bloc européen ne soit dès le départ soumis à de trop fortes tensions sur le marché, le gouvernement de Bonn a décidé de réévaluer le deutschemark de 3 %.

Si on compare les réactions suscitées à quatorze mois de distance par la première et la seconde dévaluation du dollar, on mesure l'impossibilité croissante devant laquelle se trouvent les gouvernements de nier les réalités, et cela quelles que soient les interférences politiques. Le 18 décembre 1971, les ministres de l'économie et des finances du groupe des Dix, réunis dans un palais néogothique de Washington croyaient encore ou affectaient de croire qu'il suffisait d'instaurer de nouveaux rapports de parités pour résoudre la crise monétaire.

Cette vue mercantiliste (axée sur les seuls problèmes de commerce extérieur) a montré son insuffisance durant toute l'année 1972, où, sauf au cours d'une brève période, on a vu le dollar faiblir à nouveau bien qu'il eût été dévalué. Après la deuxième dévaluation du dollar, annoncée le 12 février dernier, toute illu-

sion est devenue impossible, puisque moins de quinze jours après cette date la devise américaine s'effondrait sur les marchés parce que personne ne pouvait plus croire à un système selon lequel la valeur de la devise américaine n'est soutenue qu'au prix d'une accumulation de nouveaux dollars (« balances dollars ») par les banques centrales d'Europe.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 43, 1^{re} col.)

ALFRED SAUVY

CROISSANCE ZERO?

le droit de vivre et les moyens

CALMANN-LÉVY